

Le généralissime serbe arrêté et remis en liberté

UNE MANŒUVRE POLICIÈRE

Comme nous l'avons annoncé hier, le généralissime serbe, chef d'état-major général et généralissime de l'armée serbe, a été arrêté, à la station de Kelenfeld, près de Budapest, alors qu'il regagnait la Serbie, venant de Gleichenberg.

Le généralissime fut conduit à l'état-major de la place. Il a été reçu à la sortie de la gare par le général Soritsch, qui lui a déclaré qu'il était arrêté.

Quatre personnes, probablement des officiers serbes en civil, qui voyageaient avec le généralissime, ont été également arrêtées. Le fils du général, qui accompagnait son père, a été provisoirement logé à l'hôtel.

Cette arrestation est assez surprenante, étant de la guerre n'étant pas déclaré entre l'Autriche et la Serbie.

Dans certains milieux diplomatiques on commente vivement l'arrestation, près de Budapest, du chef d'état-major serbe, le généralissime Putnik. On craint que la brutalité de cette arrestation, qui semble illégitime, n'indispose complètement le gouvernement russe.

Sur l'ordre de l'empereur d'Autriche, le généralissime Putnik, dont l'arrestation avait été préparée par une manœuvre de la police, a été remis en liberté.

L'Autriche hésite

D'après les renseignements recueillis au Palais de l'Autriche-Hongrie on paraît se vouloir reprendre la thèse du Japon en 1905, à savoir que la rupture des relations diplomatiques équivalait à une déclaration de guerre. Il y a donc lieu de penser, d'après ces renseignements, qu'il paraît assez sûr que les mesures militaires seront prises d'urgence, en attendant la nouvelle notification. On aurait dans ces conditions environ quarante-huit heures devant soi pour une action diplomatique éventuelle.

Elle fait une mobilisation partielle

Vienna, 26 juillet. — On publie ce matin la note suivante : « Sa Majesté l'empereur a décrété la mobilisation partielle et l'appel partiel du landsturm ».

Un avis officiel notifie la suspension du service téléphonique pour l'usage des particuliers et une réglementation rigoureuse des communications télégraphiques et postales.

Les garnisons austro-hongroises des frontières ont cessé l'expédition des marchandises ; les nouvelles ferrées, sont réservées aux transports militaires.

Depuis trois jours on remarque de grands mouvements de troupes dans les villes austro-hongroises des frontières de l'est.

Des trains militaires et des bateaux arrivent nuit et jour du nord, bondés de soldats.

A Semlin, au face de Belgrade, toutes les écoles et la plupart des maisons particulières ont été réquisitionnées par les autorités militaires pour loger les troupes.

D'après certains journaux, le baron Engel de Mainfeld, ministre autrichien des finances, se serait mis, par l'intermédiaire de la caisse d'épargne postale, en relation avec des banques de Vienne, afin d'assurer la couverture des dépenses militaires.

Le ministre hongrois des finances doit également prendre des mesures à cet égard. La somme qui apparaît tout d'abord nécessaire s'élevait à 35 millions de couronnes.

Le corps occupa la Slavonie. Les troupes campent dans tous les villages entre Semlin, Campino et Provic.

A Semlin, qui est situé de l'autre côté du Danube, en face de Belgrade, les maisons privées reçoivent des soldats. Douze casernes ont été aménagées.

L'état de siège en Russie

Pétrobourg, 26 juillet. — L'état de protection renforcée, qui est presque l'état de siège, est proclamé jusqu'au 31 septembre dans les gouvernements de Pétersbourg et de Moscou, par décret impérial.

Cette mesure est destinée à prévenir les émeutes et aussi à faciliter les mouvements de troupes.

Le ministre de Roumanie a été appelé hier à Bucarest.

Déclarations du ministre de Serbie

L'heure est critique

Belgrade, 26 juillet. — M. Pachitch, président du conseil serbe, se trouvait à Zlatibor lorsque le ministre d'Autriche-Hongrie remit la note de son gouvernement à Belgrade. Après avoir passé la nuit en auto-

mo, M. Pachitch a tenu conseil pendant 2 heures et trouva les conditions de la note de son gouvernement satisfaisantes. Il prit immédiatement le train pour Belgrade et se rendit à la présidence du conseil.

A l'issue du conseil, M. Pachitch a dit à un journaliste qui l'interrogeait : « Il est difficile de parler, et il est difficile de parler mes paroles. L'heure pour la Serbie est critique. La note qui nous a été remise contient, en effet, plusieurs exigences inacceptables, car elles ne tiennent pas compte de la dignité d'un Etat indépendant. De plus, le délai dans lequel le gouvernement de Vienne demande la réponse est trop court, et il nous faut prendre des décisions infiniment graves pour le pays ».

« Si le gouvernement serbe voulait s'incliner, il lui faudrait faire un changement de Constitution, ce qui équivaudrait à un véritable coup d'Etat. Nous ne le pouvons pas. Nous sommes prêts, cependant, à livrer aux juges les complices, s'il y en a, de ce crime qui lui a été commis à Sarajevo. Nous sommes prêts à le faire suivant la loi serbe, mais nous ne pouvons pas accepter l'ingérence sur notre territoire de la police ou de la justice étrangère ».

« La note exige encore une autre chose impossible. Si nous sommes disposés à empêcher, tout ce qui en Serbie, pourrait troubler la tranquillité de l'Autriche, nous ne pouvons accepter de combattre nous-mêmes les idées serbes dans la nation ».

Sur tous ces points, qui touchent à notre indépendance, nous étudions une réponse compatible avec la dignité de la Serbie. C'est dans le moment où nous sommes dans la plus grande difficulté de notre réponse, car nous n'avons qu'un désir, celui que nos relations avec l'Autriche ne soient pas troublées ».

Quoi qu'il arrive, devant l'attitude conciliante que nous sommes résolus à garder, malgré les exigences inacceptables, qui nous sont posées, nous espérons que nous aurons pour nous l'unanimité de l'opinion européenne ».

Evacuation de Belgrade

Belgrade, 26 juillet. — On attend fébrilement les décisions du conseil tenu à Ischl par l'empereur, le comte Berchtold, ministre des affaires étrangères, le général von Krubstin, ministre de la guerre, et M. de Bilinski, ministre commun des finances.

On suppose que les premiers actes seront un manifeste de l'empereur et ses peuples lequel contiendrait l'ordre de mobilisation, puis une déclaration de guerre adressée à Belgrade.

La cour, le gouvernement et la garnison serbes ont quitté Belgrade, qui ne sera pas défendue.

On croit à une solution pacifique

Un dépêche du Kaiser au tsar

On mande de Pétersbourg : « La nouvelle se répand dans les milieux bien informés que l'empereur Guillaume a envoyé à Pétersbourg une dépêche consistant de nos jours dans le conflit austro-serbe. Cette dépêche est considérée comme une véritable ingérence à laquelle la Russie répond en prenant ses dispositions pour un conflit éventuel ».

Il est des milieux où l'on croit à une solution pacifique de la crise très grave que nous traversons, étant donné que la rupture des relations diplomatiques n'implique pas forcément des opérations militaires immédiates et qu'il y a encore assez de temps pour une intervention.

Decisions du gouvernement russe

La mobilisation est décidée à titre de préservation

Pétrobourg, 26 juillet. — Le conseil des ministres qui s'est réuni hier sous la présidence du tsar s'est arrêté aux décisions suivantes : 1° Des mesures de mobilisation seront prises immédiatement ; 2° Des mesures seront prises à titre de préservation, la Russie voulant suivre les événements avec la possibilité d'une action immédiate en cas de besoin ; 3° L'intervention énergique du général Soukhomlinov, ministre de la guerre, a produit une considérable impression au conseil des ministres.

Comme résultat immédiat, on a ordonné la mobilisation des corps d'armée d'Odesse et de Kiev. Les manœuvres ont été renvoyées à une époque indéterminée. Les troupes rejoignent leurs postes.

Le généralissime Nicolas a été nommé commandant en chef de toutes les armées, et son adjoint, en sous-ordre, les généraux Ruzhicki, commandant du corps d'armée de Vienne, et Svanev, commandant du corps d'armée de Kiev.

Les socialistes allemands contre la guerre

Berlin, 26 juillet. — A l'instigation du Bureau du Parti socialiste d'Allemagne, de nombreuses réunions populaires auront lieu mardi soir à Berlin.

L'ordre du jour de ces réunions est : « A bas la guerre ! »

Le « Vorwaerter », organe du Parti socialiste allemand publie un article dont nous détachons les passages suivants :

« L'Allemagne ne peut pas accepter une telle ingérence dans son territoire. Elle ne peut pas accepter une telle ingérence dans son territoire. Elle ne peut pas accepter une telle ingérence dans son territoire ».

Le gouvernement austro-hongrois ne donne aucune réponse, mais pour les nationalistes allemands du parti de la guerre, il ne s'agit pas de question de droit, mais de question de force.

A Berlin, on a vu au sujet de ce qui se passe à Vienne, en présence des représentants des classes ouvrières, le gouvernement allemand doit, et il n'est pas en mesure de le faire, employer à apaiser les guerriers allemands de Vienne ».

La guerre n'est pas déclarée

Vienna, 26 juillet. — On déclare officiellement que les négociations diplomatiques avec la Serbie sont rompues, mais que la guerre n'est pas déclarée.

Quelques jours ont encore pendant et attendant des décisions de Vienne, on est enclin à juger les choses avec quelque espoir. On ne veut pas croire pour l'instant, au plus tôt, qu'il y aura rupture des relations diplomatiques austro-serbes, sans que celle-ci entraîne forcément les hostilités.

Entre temps, les chanceleries pourront agir. L'Autriche, par des mesures précipitées ne rend pas les chances de paix fort précieuses.

M. Poincaré a connu tardivement l'ultimatum autrichien

Un de nos confrères d'accompagnement M. Poincaré dans son voyage en Suède écrit : « Quoique extrêmement brillante et cordiale, la visite du Président à Stockholm devait forcément emprunter à la gravité des événements nouveaux un caractère qui ne permettait pas de l'apprécier comme un simple trait aux festivités et aux démonstrations publiques ».

La préoccupation est immense ici comme partout et la foule se presse à la vitrine des journaux qui affichent leurs derniers numéros. Quand le président et M. Viviani quittèrent le tsar et M. Sazonov, ils étaient très éloignés de prévoir les redoutables éventualités qui se préparaient.

L'opinion en Russie était que, malgré l'annonce des rapports austro-serbes, tout finirait sans aucun doute par s'arranger à l'amiable et tel était le sentiment qui prévalait dans les milieux officiels eux-mêmes, tout, en définitive, était à l'optimisme.

On a donné l'impression que l'envoi de l'ultimatum a été le dernier retard au sujet de l'instant où l'escadre française aurait quitté les eaux russes. Une première nouvelle de ce qui se passait parvint par télégraphie sans fil à bord de la « France », mais cette nouvelle demeura sans précision, parce qu'un formidable orage qui se déclina rendit les communications impossibles.

Bien que cela doive paraître extraordinaire, c'est seulement ce matin que le Président et le chef de notre gouvernement ont connu avec exactitude, quelles menaces s'annonçaient sur l'Europe entière.

A 6 heures du soir, aujourd'hui, le président et M. Viviani n'avaient reçu aucune espèce de communication de Pétersbourg. Le ministre de Russie s'attendait à ce qu'on lui remit l'ultimatum à 10 heures, au plus tard, et qu'il se chargerait de le communiquer au Président ; rien non plus n'était arrivé de notre ambassadeur à Vienne ; aucune nouvelle n'était parvenue davantage à l'égard des tendances qui se manifestaient dans les milieux britanniques. Tout ce qu'on savait de l'ultimatum, c'était qu'il était adressé à l'Italie, avait déclaré avoir tout ignoré des intentions de l'Autriche, à laquelle elle aurait aussitôt donné des conseils de modération.

La mobilisation en Serbie

Une proclamation de son roi

La légation de Serbie à Paris a reçu ce matin de son gouvernement l'information suivante : « La Skouptchina a été convoquée pour lundi matin ».

Le prince héritier a lui-même son roi père a déclaré la mobilisation de l'armée. Une proclamation signée par lui paraîtra demain dans laquelle le peuple serbe est engagé à rester paisible, tandis que les militaires devront rejoindre leur corps pour défendre la Serbie et son territoire.

Le ministre d'Autriche-Hongrie, en recevant cette réponse, a déclaré qu'il devait le comparer aux instructions qu'il avait reçues de son gouvernement et qu'au sujet de ce qu'il donnerait une réponse définitive.

Peu après, le ministre austro-hongrois s'est rendu au ministère des affaires étrangères et a déclaré qu'il ne pouvait pas se montrer satisfait de la réponse du gouvernement serbe, et qu'il quittait le soir même Belgrade, avec le personnel de sa légation.

Il a déclaré, en outre, que les archives de la légation, ainsi que la protection des sujets austro-hongrois en Serbie, étaient confiés au commandant de la légation, à la terminée en disant que les relations diplomatiques devaient être considérées comme entièrement rompues entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie ».

Une conférence au ministère de la guerre

Rue Saint-Dominique, où l'on a travaillé une partie de la nuit, a eu lieu, ce matin, une très importante conférence des chefs militaires, à laquelle assistaient, entre autres, le généralissime Joffe et le général Michel, gouverneur militaire de Paris.

A l'issue de cette conférence, M. Messimy a retenu le généralissime avec lequel il a prolongé son entretien jusqu'à l'heure du Conseil de cabinet.

Les chefs de corps à leur poste

M. Messimy, ministre de la Guerre, a conféré avec les hauts chefs de l'armée et a donné des instructions de façon qu'en cas d'alerte — à laquelle jusqu'à plus ample informé on déclare ne pas s'attendre — tout le monde soit à son poste.

D'autre part, d'après une source à laquelle nous avons tout lieu d'accrocher, les généraux, colonels, chefs de corps créés, il aurait été adjoint ce matin à de troupes et de services au camp, d'avoir à rejoindre leur poste, sans délai.

Cette information nous a été confirmée, non sans précisions, de différentes sources.

Les préfets rappelés

Tous les chefs de grandes administrations de l'Etat qui concourent à la défense nationale ont reçu les instructions que commande la situation.

M. Malvy, ministre de l'Intérieur, aurait, d'autre part, télégraphié aux préfets de rester à leur poste ou de le rejoindre immédiatement.

Dans les P. T. T.

M. Thomson, ministre du Commerce et des Postes et Télégraphes, a donné des instructions analogues aux chefs de ses services.

Viviani n'est pas rentré à Paris

René Viviani, dans la dernière communication qu'il a eue avec le ministère des Affaires Étrangères, ne parle pas de son retour.

Jusqu'à présent, le président du conseil n'a pas encore décidé de rentrer à Paris avant la fin du voyage présidentiel.

Après le conseil de cabinet, MM. Bienvenu-Martin et Abel Ferry, sont restés en permanence au ministère des Affaires Étrangères jusqu'à 9 heures, après quoi ils se sont retirés.

Après le conseil de cabinet, MM. Bienvenu-Martin et Abel Ferry, sont restés en permanence au ministère des Affaires Étrangères jusqu'à 9 heures, après quoi ils se sont retirés.

Manifestation contre l'Autriche à Paris

INTERVENTION DE L'AMBASSADEUR D'AUTRICHE

Paris, 26 juillet. — Ce matin, à midi moins le quart, une centaine de jeunes gens, tous étudiants serbes ou d'autres nationalités slaves, se sont rendus devant l'ambassade d'Autriche-Hongrie, rue de Valenciennes, où ils ont poussé des cris et chanté des chants contre l'Autriche.

Les agents de faction à l'ambassade ont immédiatement dispersé les manifestants et opéré des arrestations.

L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie s'est rendu à midi et demi au quai d'Orsay pour informer M. Abel Ferry de cet incident. Il lui a été répondu que dès la première nouvelle de cette manifestation les sous-secrétaires de la manifestation ne sont pas des Serbes, mais bien des Bohèmes.

Des étudiants serbes affirment que les agents de faction qui ont arrêté les Serbes, mais bien des Bohèmes.

La France et la Russie insistent auprès de l'Autriche

UNE DEMARCHE COMMUNE A VIENNE DECLARATION DE M. SAZONOFF

Pétrobourg, 26 juillet. — A la suite du nouveau conseil de cabinet, qui s'est tenu

le soir, M. Sazonoff a fait les importantes déclarations suivantes :

« A plusieurs reprises déjà la Serbie a déclaré que l'Autriche-Hongrie ne peut pas accepter la paix européenne ; elle est prête à se défendre, pour assurer l'équilibre des puissances, à couvrir ses conquêtes qui ne seront pas compatibles avec sa dignité nationale ».

« Il est donc encore permis d'espérer qu'on pourra arriver à la paix européenne, si l'Autriche-Hongrie se décide à accepter la médiation de la Commission de Vienne reconstruite l'attitude conciliante du cabinet de Belgrade ».

« On attend la réponse de l'Autriche-Hongrie à la démarche collective de la Russie et de la France ».

Cette démarche a été effectuée ce matin à dix heures à Vienne.

Un message impérial portant la défense de publier des renseignements concernant l'armée et la marine a été promulgué.

« Les canotiers de l'Etat ont la publication des défenses et sont apitoyés ; cette interdiction s'appliquera pendant un an ».

M. Iswolsky, ambassadeur de Russie à Paris, est parti afin de rassembler son poste. La conférence de banquiers s'est réunie sous la présidence du directeur de la Banque d'Etat.

« Elle a constaté que la situation militaire de la Russie est capable de résister aux épreuves les plus graves ».

Les forces militaires de l'Autriche et de la Serbie

COMPARAISON DES EFFECTIFS

Au moment où les deux nations vont être appelées à mesurer leurs forces, il est intéressant de rappeler la composition et la puissance des deux armées en présence.

L'organisation militaire de l'Autriche-Hongrie est complexe et se trouve formée de plusieurs éléments : 1. une armée impériale et royale ou « commune » augmentée des troupes indigènes bosniaques ; 2. une landwehr austro-hongroise ; 3. une landwehr hongroise et son landsturm, dite armée « houved » (du hongrois : « hou », patrie, et « ved », défense).

Sur le pied de guerre, l'armée austro-hongroise comprend 14 corps d'armée à 3 divisions d'infanterie, 2 divisions d'infanterie indépendantes et 150 corps de 2 divisions, 2 brigades d'infanterie indépendantes et 6 brigades de montagne, soit au total 22 divisions et 8 brigades non divisionnaires.

Chaque corps d'armée possède une brigade d'artillerie lui fournissant 1 régiment de corps et 3 régiments divisionnaires pour ses 3 divisions au total 128 canons.

Chaque division d'infanterie reçoit comme cavalerie divisionnaire : 1 division de 3 escadrons, soit 9 escadrons ou 1350 sabres par corps d'armée ; le reste pour former des divisions de cavalerie indépendantes, 28 régiments actifs, 6 landwehr hongroise, 2 escadrons tyroliens et 1 détachement de cavalerie de réserve.

Cela représenterait donc comme effectif total 705.000 hommes d'infanterie pour l'armée active, la réserve et la landwehr, plus 450.000 hommes de landsturm, soit au total : 1.200.000 fantassins, 65.000 cavaliers et 2.472 pièces artilleries en dehors du train, de l'artillerie de campagne, des pionniers et autres troupes spéciales affectées aux différentes opérations.

Remarque en passant que, sur ce nombre d'hommes, un assez gros effectif doit être distrait pour garder la frontière du Monténégro. De ce côté déjà, des mouvements de troupes ont eu lieu depuis un certain temps.

Au point de vue maritime, les marins austro-hongrois sont constitués principalement en vue de la défense. La majeure partie de sa flotte est composée de garde-côtes, de torpilleurs et de canonnières de rivières.

En face de ces effectifs, la Serbie possède à peine certains éléments, environ 300.000 hommes. Ce chiffre paraît assez minime, mais il faut compter avec la désagrégation possible de l'empire austro-hongrois et avec les soutiens qui peuvent venir à la Serbie de la part de certains peuples intéressés à la lutte contre l'Autriche. Il est à penser qu'un certain nombre de ces éléments de guerre récentes, a pu diminuer le nombre de forces actives de la Serbie, mais il faut compter aussi, d'autre part, que l'augmentation de territoire obtenu par elle à la suite de ces guerres, lui permet de compter sur une mobilisation plus étendue.

Il est donc assez difficile de établir des pronostics d'autant plus qu'il est certain que les forces impendables, tels que l'enthousiasme et l'endurance, qui peuvent décider du sort de la victoire.

Arrestation d'un curé

Saint-Malo, 26 juillet. — L'abbé Chautemps, fameux par ses déclarations avec les médecins et pharmaciens d'Ile-et-Vilaine, vient d'être arrêté dans une chambre particulière où il était en train de se faire un café.

Invité à payer 7.000 francs, montant de ses amendes et frais, il a demandé à aller en référé devant le président du tribunal, prétendant que son arrestation était illégale. Après le refus, il a été écroué à la prison de Saint-Malo. La durée de la contrainte par corps est fixée à deux ans.

En décembre 1913, la cour d'appel de Rennes condamna l'abbé Chautemps à 1.000 francs d'amende et à 3.000 francs de dommages.

Chartreuil, 26 juillet. — Cet après-midi, le commissaire spécial a arrêté un soldat du 91e régiment d'infanterie, nommé Leocq, incorporé au mois d'octobre dernier, sous l'inculpation de tentative d'espionnage.

Il y a trois jours, Leocq faisait le connaissance d'un voyageur allemand et lui offrait pour son pays un chargement de carabine Lebel et des documents dont il ne précisait pas l'importance. L'Allemand, qui n'avait ni intention, ni le désir de connaître les secrets militaires de la France, avait opté pour la nationalité française. On le croit un peu déséquilibré.

FRAGMENT DU 27 JUILLET. — N. 100

GENEVILLON

par Maxime AUDOUIN

« Vous remarquez ce qu'elle peut présenter de insolite, en considération de la nature des nouvelles dont je suis porteur... Reassurez-vous bien vite, mon ami, ces nouvelles sont bonnes, et si bonnes, que je n'ai pas voulu tarder d'en faire part à vous ».

« Contentez-vous de dire que vous n'avez rien de nouveau à me dire ? »

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à ce que vous travaillez maintenant, n'est-ce pas ? »

« Oui, le sinistre bandit, car c'est lui, le Grapet, qui est le plus grand ennemi de la République ».

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à ce que vous travaillez maintenant, n'est-ce pas ? »

« Quel est ce Grapet ? »

« C'est un bandit, un sinistre bandit, car c'est lui, le Grapet, qui est le plus grand ennemi de la République ».

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à ce que vous travaillez maintenant, n'est-ce pas ? »

« Oui, le sinistre bandit, car c'est lui, le Grapet, qui est le plus grand ennemi de la République ».

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à ce que vous travaillez maintenant, n'est-ce pas ? »

« Oui, le sinistre bandit, car c'est lui, le Grapet, qui est le plus grand ennemi de la République ».

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à ce que vous travaillez maintenant, n'est-ce pas ? »

« Quel est ce Grapet ? »

« C'est un bandit, un sinistre bandit, car c'est lui, le Grapet, qui est le plus grand ennemi de la République ».

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à ce que vous travaillez maintenant, n'est-ce pas ? »

« Oui, le sinistre bandit, car c'est lui, le Grapet, qui est le plus grand ennemi de la République ».

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à ce que vous travaillez maintenant, n'est-ce pas ? »

« Oui, le sinistre bandit, car c'est lui, le Grapet, qui est le plus grand ennemi de la République ».

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à ce que vous travaillez maintenant, n'est-ce pas ? »

« Quel est ce Grapet ? »

« C'est un bandit, un sinistre bandit, car c'est lui, le Grapet, qui est le plus grand ennemi de la République ».

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à ce que vous travaillez maintenant, n'est-ce pas ? »

« Oui, le sinistre bandit, car c'est lui, le Grapet, qui est le plus grand ennemi de la République ».

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à ce que vous travaillez maintenant, n'est-ce pas ? »

« Oui, le sinistre bandit, car c'est lui, le Grapet, qui est le plus grand ennemi de la République ».

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à ce que vous travaillez maintenant, n'est-ce pas ? »

« Quel est ce Grapet ? »

« C'est un bandit, un sinistre bandit, car c'est lui, le Grapet, qui est le plus grand ennemi de la République ».

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à ce que vous travaillez maintenant, n'est-ce pas ? »

« Oui, le sinistre bandit, car c'est lui, le Grapet, qui est le plus grand ennemi de la République ».

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à ce que vous travaillez maintenant, n'est-ce pas ? »

« Oui, le sinistre bandit, car c'est lui, le Grapet, qui est le plus grand ennemi de la République ».

« Non, non, j'espère bien que non ! Mais, pour cela, il nous faut remettre la main sur le Grapet, et c'est à ce que vous travaillez maintenant, n'est-ce pas ? »